

18.1 Banques

18.1.1 La Banque du Canada

Organisme bancaire central du pays, la Banque du Canada est entrée en activité le 11 mars 1935, aux termes de la *Loi sur la Banque du Canada* (1934), qui la chargeait de régir le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation. On lui confiait en outre le mandat de contrôler et de protéger la valeur extérieure du dollar canadien et de modérer, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi, dans toute la mesure que lui permet la portée de son action monétaire et, en général, de promouvoir le bien-être économique et financier du Canada. La Loi ne précise pas les méthodes auxquelles la Banque peut recourir, mais elle lui confère certains pouvoirs qui, ajoutés aux dispositions d'autres lois, lui permettent d'exercer une vaste influence modératrice sur la croissance de la masse monétaire et du crédit au Canada, et de régulariser ainsi les niveaux de dépense et d'activité économique à l'intérieur du pays. La Loi de 1934 a fait l'objet de révisions en 1936, en 1938, en 1954, en 1967 et en 1980.

Les dispositions de la *Loi sur la Banque du Canada* autorisent celle-ci à déterminer le montant global des réserves-encaisse dont les banques à charte peuvent disposer comme groupe; ainsi, la Banque peut influencer les taux d'intérêt à court terme. La *Loi sur les banques*, qui régit les banques à charte, exige que chacune d'elles garde un montant minimum moyen sous forme de réserves-encaisse, représentant une certaine proportion de son passif-dépôts. Selon la révision apportée en 1980 à la *Loi sur les banques*, la réserve-encaisse obligatoire s'élève à 10 % des dépôts à vue en dollars canadiens, à 2 % des dépôts en dollars canadiens exigibles sur préavis plus 1 % du montant par lequel ces derniers dépassent 500 millions de dollars et à 3 % du passif-dépôts en devises étrangères. Les réserves-encaisse peuvent être confiées à la Banque du Canada sous forme de dépôts (ou, avec l'assentiment de celle-ci, à une banque à charte déterminée), ou bien conservées sous forme

de billets de la Banque du Canada ou d'avoirs en pièces de monnaie d'une valeur nominale de 2 dollars ou moins, qui ont cours en vertu de la *Loi sur la monnaie*. La possibilité pour l'ensemble des banques à charte d'augmenter leur actif et leur passif est donc limitée par la somme totale des réserves-encaisse disponibles.

Un fléchissement de ces réserves tend à provoquer une hausse des taux d'intérêt à court terme, de sorte qu'il est alors plus coûteux pour le public de détenir de l'argent et des dépôts ne portant pas intérêt. Par contre, une augmentation des réserves-encaisse exerce une pression à la baisse sur les taux d'intérêt et incite indirectement le public à détenir plus d'argent. Le contrôle des réserves excédentaires permet donc de maîtriser jusqu'à un certain point la croissance de la masse monétaire.

Pour modifier le niveau des réserves-encaisse des banques à charte, la Banque du Canada peut recourir à deux méthodes principales. La première, qu'elle emploie le plus souvent, consiste à transférer des dépôts de l'État à des banques à charte et vice-versa. La seconde réside dans l'achat ou la vente de titres émis par l'État.

Le transfert de dépôts étatiques de la Banque du Canada aux banques à charte, ou le paiement par la Banque des titres qu'elle achète, gonfle les réserves-encaisse des banques à charte prises globalement et leur permet d'accroître leur actif et leur passif-dépôts. La méthode la plus directe pour augmenter les réserves des banques réside dans le transfert de dépôts étatiques aux banques à charte. Ces transferts, que la Banque a le pouvoir d'effectuer en tant qu'agent financier du gouvernement fédéral, n'exercent pas d'effet immédiat sur le cours des titres ni sur leur rendement au sein des marchés financiers.

Au cours des dernières années, la politique monétaire a visé à réduire le taux d'inflation tout en maintenant des niveaux satisfaisants d'activité économique. À compter de 1975 et jusqu'en novembre 1982, la Banque s'est efforcée d'atteindre ces objectifs par une réduction progressive mais importante du taux de croissance tendancielle de l'offre de monnaie, définie comme étant les avoirs du public en devises et les dépôts